

Campagne itinérante de formation et d'information sur le handicap (CIFIH)

Lyon - Lundi 16 mai 2011

C'est avec grand plaisir, et beaucoup d'intérêt, que je me joins à vous aujourd'hui, pour cette campagne itinérante de formation et d'information sur le handicap. Le gouvernement mène depuis plusieurs années une politique très active en faveur du travail des personnes handicapées, au sein des entreprises et bien évidemment dans la Fonction publique. Il s'est fortement mobilisé aussi pour sensibiliser nos concitoyens aux situations de handicap et permettre aux personnes handicapées d'exprimer leurs besoins ; et cette manifestation en est la parfaite illustration.

Je veux saluer l'initiative du ministère de la défense, et le remercier d'avoir choisi, cette année, d'associer le ministère de la Justice, aux côtés des services du Premier ministre et du ministère de la culture, pour mener cette belle campagne itinérante.

Cette démarche commune est essentielle. Car c'est par l'action collective que nous favoriserons à la fois le recrutement et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées. Et dans cette politique, l'administration publique a son rôle à jouer – nos actions communes tant au niveau national que local ont porté leurs fruits, apportant de véritables progrès ; mais notre mobilisation doit évidemment se poursuivre – 30% de personnes handicapées, aptes au travail, sont encore au chômage. Le seuil des 6% inscrit dans la loi de février 2005 doit être réalisé et même, si possible, dépassé.

Le ministère de la justice s'est engagé de longue date pour l'emploi des travailleurs handicapés – mobiliser les réseaux du ministère, c'est en effet leur ouvrir des perspectives très importantes d'emploi. Le plan pluriannuel de recrutement (2008-2010) nous a fixé un cap, que nous nous sommes attachés à atteindre et même à dépasser – il prévoyait ainsi 104 recrutements en 2010, grâce à la mobilisation des services nous avons pu recruter 133 personnes. L'effort se poursuivra, car tous nos objectifs ne sont pas encore remplis. Et je sais pouvoir compter sur les volontés, car cette action en faveur des handicapés est portée par des agents, des acteurs associatifs, locaux, extrêmement investis.

Ouvrir les emplois est essentiel mais cela ne suffit pas, il faut aussi former et accompagner la démarche pour garantir à ces travailleurs un emploi qui corresponde

à leurs compétences, à leur profil aussi. Je suis très attaché à ce point, pour chacun de nous, la vie professionnelle doit être un moment d'accomplissement personnel. Nous avons donc mené une politique active pour la formation des personnels des ressources humaines et développé le recours aux établissements et services d'aide par le travail.

Recruter est la première étape, mais il faut aller plus loin, maintenir dans l'emploi n'est possible que si nous offrons aux personnes handicapées un environnement de travail adapté et accessible : le financement du fonds interministériel pour le handicap dans la fonction publique est à cet égard fondamental, il nous a permis d'aménager les postes de travail ou de mettre en place des auxiliaires de vie professionnelle. Le ministère de la justice a beaucoup investi pour favoriser l'accessibilité des lieux de justice ; les aménagements se poursuivent encore actuellement.

Je pourrais clore cette intervention, alors que nous sommes à Lyon, sans vous dire que cet engagement national est aussi, mon engagement d'élu et de président du Conseil général du Rhône. Dès 2005, j'ai souhaité que nous engagions une politique locale volontariste : 100 emplois ont été ouverts aux travailleurs handicapés, à tous niveaux d'emploi et toutes professions confondues (personnels techniques, administratifs, sociaux, médicaux...) ; au fil des ans, nous avons veillé à toujours maintenir ces emplois – 98 sont actuellement occupés.

Mais j'ai bien conscience que nous pouvons aller plus loin, car des difficultés persistent : elles tiennent essentiellement à l'évaluation des compétences et des aptitudes, pour déterminer si les personnes en situation de handicap peuvent travailler et quel emploi elles peuvent occuper. Des progrès restent à faire aussi pour sensibiliser les personnels aux situations de handicap de leurs collègues ou futurs collègues. Pour réussir notre politique d'emploi des personnes handicapées, il faut préparer leur arrivée.

C'est grâce à de telles initiatives, et à l'investissement de tous nos partenaires, que nous pourrons faire bouger les lignes, faire mieux connaître et reconnaître le handicap.